BAECHLER (Christian), *Clergé catholique et politique en Alsace (1871-1940)*

Presses Universitaires de Strasbourg 2013, 252 p.

François Igersheim

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2023>

DOI : 10.4000/alsace.2023

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2014

Pagination : 494-498

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

François Igersheim, « BAECHLER (Christian), *Clergé catholique et politique en Alsace (1871-1940)* », *Revue d'Alsace* [En ligne], 140 | 2014, mis en ligne le 01 septembre 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2023> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.2023>

le lien avec l'histoire politique de la région, servi en cela par les relations étroites qui existaient alors entre clergé catholique et vie de la cité. Tout en rappelant avec clarté les grandes étapes de l'existence du *Reichsland*, il campe une galerie de personnages souvent de valeur, généralement hauts en couleur, tels Landelin Winterer, Nicolas Delsor ou encore Wetterlé. Le choix méthodologique qui consiste à laisser les protagonistes s'exprimer directement le plus souvent possible renforce l'impression que le clergé alsacien était une collection d'individualités, pas toujours très dociles ni même charitables envers leurs confrères, mais fréquemment inventives et intellectuellement fécondes. Il n'était pas uniquement cela mais, comme vient de le montrer aussi l'ouvrage de Christian Baechler (voir le compte rendu que lui consacre François Igersheim), la période de l'annexion au *Reich* allemand a été particulièrement propice à une éclosion aujourd'hui un peu oubliée mais qui s'est prolongée jusqu'à une date encore récente par l'intermédiaire de personnalités comme celle de M^{gr} Elchinger, dont le rayonnement, plus encore peut-être que celui de ses prédécesseurs du temps du *Reichsland*, débordait les limites de son Alsace natale. À l'instar de Claude Muller néanmoins, concluons que « ceci est une autre histoire », une histoire que le directeur de l'Institut d'histoire de l'Alsace nous racontera peut-être un jour avec verve...

Catherine Maurer

BAECHLER (Christian), *Clergé catholique et politique en Alsace (1871-1940)*, Presses Universitaires de Strasbourg 2013, 252 p.

Christian Baechler, historien des relations franco-allemandes et de l'Allemagne, a choisi pour ses « Mélanges » que l'on réunit à la fin de sa carrière, de revenir à son premier champ de prédilection, l'histoire contemporaine de l'Alsace. Il s'était distingué par sa grande thèse sur *Le parti catholique alsacien 1890-1939*, parue en 1984 et qui reste le travail historique majeur sur l'entre-deux-guerres en Alsace en particulier. Il nous présente, dans son *Clergé catholique et politique en Alsace*, deux études d'ensemble sur « le clergé catholique alsacien et la politique 1871-1939 », dont la première version était parue dans la *Revue d'Alsace* en 1985, et « la question sociale et la réception de l'encyclique *Rerum Novarum* » (1990), ainsi que quatre biographies de prêtres alsaciens, celles de Wetterlé et Haegy, déjà parues dans les *Archives de l'Église d'Alsace*, et des chanoines Delsor et Muller, députés et sénateurs. C'est un choix que l'auteur n'explicite pas assez. Car il aurait pu en donner d'autres, issues des notes biographiques approfondies qu'il avait publiées dans sa thèse. Deux d'entre elles auraient, sans doute, été les très bienvenues, parce que leurs personnalités sont moins connues, celles du très moderne abbé Muller-Simonis, abondamment cité dans la biographie de Delsor, et abordé dans le travail de Catherine Maurer sur la « *Caritas d'Alsace* », ou encore celle d'un observateur perspicace et profond, le chanoine Didio, un compagnon

d'études et contemporain de Haegy. Ces prêtres politiques ne sont pas tous de la même génération. Delsor, né en 1847, est le plus âgé ; Muller et Wetterlé, nés en 1861, sont contemporains ; Haegy est le plus jeune. Christian Baechler ne dissimule pas la fascination qu'exerce sur lui la personnalité de Haegy, « le meilleur représentant de la génération des clercs formés entre 1880 et 1900, convaincus de la nécessité d'un parti de masses pour s'opposer au socialisme et reconquérir les milieux ouvriers ».

C'est l'étude neuve consacrée à Nicolas Delsor (p. 63 à 106), mise en regard de celle qu'il avait consacrée à Wetterlé (p. 107 à 157), qui retiendra tout d'abord notre attention. Né en 1847, Strasbourgeois, élève au petit séminaire puis professeur, très fermement attaché à la France, Delsor a été un protestataire et restera toute sa vie un francophile « patriote ». Engagé dans le *Volksfreund* de 1870 et 1871, qu'il quitte brutalement au nom de « l'honneur français » pour protester contre les Guerber (et M^{gr} Raess) qui cherchent un accommodement avec le nouveau régime allemand, il ne revient à la politique qu'en 1882, comme rédacteur en chef de la *Revue catholique d'Alsace*, revue de langue française qui se fixe pour programme la défense de « l'honneur de notre Église d'Alsace » (Delsor, p. 66). Sur les 600 abonnés de la *Revue*, on ne sait pas quel est le nombre d'abonnés français ; ils doivent pourtant être un certain nombre dans les rangs des clercs et laïcs catholiques optants en France. Et sans doute faudrait-il une nouvelle étude sur les catholiques français et l'Alsace-Lorraine. Delsor se contente du rôle de meneur d'opinion avant d'entrer dans la vie politique active comme député au Reichstag en 1898, dans la circonscription de Molsheim-Erstein, détenue depuis 1878 par le conservateur Hugo Zorn de Bulach. Dans ses commentaires de la législation sociale de l'Empire de Bismarck, Delsor s'en tient aux positions du libéralisme sur l'assurance libre et responsable et le refus d'un État omnipotent. C'est contre le socialisme matérialiste et athée qu'il convient de se mobiliser. « On finira par comprendre que la politique dans le sens national et chrétien constitue une part essentielle des devoirs du prêtre et du laïque, qu'il faut tenir compte du mouvement social qui entraîne le monde contemporain, qu'il faut étudier pour les diriger les aspirations du quatrième état qui est en train de devenir le maître du monde, qu'il est grandement temps d'opposer les principes catholiques à ceux du socialisme et d'organiser le parti ouvrier chrétien pour le pas le laisser devenir la proie de ces utopistes » (*RCA* 1886, « Le clergé catholique alsacien et la politique 1871-1939 », p. 22). Les positions de Delsor sur l'organisation du parti catholique reflètent les nécessités de sa situation électorale. Curé d'une petite ville alsacienne, Marlenheim, dans une circonscription de Molsheim-Erstein où la grande industrie n'est pas aussi présente qu'à Mulhouse, et les petites entreprises nombreuses, l'artisanat et la paysannerie majoritaires et où les notables influencent fortement l'opinion, Delsor adopte les mêmes positions que Wetterlé ; il refuse un parti « confessionnel ». « Si nous arborons le drapeau du groupe

alsacien, écrit-il, nous attirerons à nous une grande partie des catholiques non pratiquants. Avec le programme du groupe alsacien, nous pourrions, là où un candidat catholique n'a pas de chances de réussir, faire passer un candidat indépendant d'un autre culte » (*RCA* 1892-1893, Delsor, p. 72). C'est le même programme que celui de Wetterlé député de Ribeauvillé pour son alliance avec Blumenthal et Preiss. Mais le parti catholique est un parti arrondissementier, qui laisse à chaque arrondissement le soin de décider l'adhésion au *Zentrum* (p. 79). Un parti non-confessionnel ? Entendons-nous. *L'Elsass-Lothringische Landespartei* fondé en 1903 sur la proposition de Delsor a une assemblée issue de *Vertrauensmänner*, désignés par les curés des paroisses. Mais il est vrai que Delsor dénonce, en 1903, des élections faites « entre catholiques partisans de la liberté religieuse d'un côté, entre protestants anticléricaux, francs-maçons sectaires de l'autre » et le danger d'une progression de l'anticlérisme en Alsace (*RCA*, juin 1903, p. 80). Face à une coalition possible des libéraux et démocrates et des socialistes, faut-il un rassemblement, mot-clé pour Delsor comme pour Wetterlé ? Rassemblement alsacien, destiné à promouvoir la cause de l'autonomie de l'Alsace et la défense de ses intérêts ? Que mettrait en danger le ralliement au *Zentrum*, que Delsor continue de refuser. Que promeuvent les formules d'Union lancées par Wetterlé : Union nécessaire, Union nationale, qui seront inopérantes, car c'est l'union dans le *Zentrum*, qui permettra au « parti catholique » de faire face à la vague du grand bloc qui s'impose sans l'emporter dans les élections de 1911 (*Landtag*) et de 1912 (*Reichstag*). Là, Delsor se sépare de Wetterlé, devenu la bête noire « nationaliste » du gouvernement Wedel-Bulach et des autres partis du *Landtag* : « Ma formule n'est pas la France d'abord, mais avant tout Dieu et l'Église, écrit-il durement à Pflieger. Pour moi ce n'est pas Knatschke qui est l'ennemi, c'est Boll [rédacteur en chef du *Journal d'Alsace-Lorraine*]. Si on veut faire de la politique catholique, j'en suis, de la politique nationaliste non » (Delsor, p. 89). Mais il se sépare aussi de Haegy qui participe avec les démocrates et les socialistes aux manifestations pacifistes des printemps 1913 et 1914 de Mulhouse. Qui a voté les crédits de guerre ? Sont absents le 4 août 1914 à Berlin, où le Reichstag vote par assis-debout : Emmel, Hauss, Delsor, Haegy. Delsor affirme dans une carte à Hauss, le 8, qu'il aurait voté « pour évidemment ». À partir de 1918, Delsor, devenu sénateur « Bloc national », adopte une position prudente, pour éviter de mettre en cause, par d'éventuelles provocations, le statut local, et d'abord la confessionnalité des écoles.

Dans l'article de tête de ce recueil, « le clergé catholique alsacien et la politique 1871-1939 », Christian Baechler s'interroge sur les raisons qui ont fait que tant de clercs ont été députés au Reichstag, 40 sièges sur les 132 au cours des 12 scrutins au suffrage universel par arrondissement. Les raisons avancées : l'émigration d'une partie des élites laïques, la politique anticléricale de Bismarck. Cela a été contesté : les assemblées locales n'ont

jamais manqué d'« élites laïques ». En 1909, Delsor revient sur les bonnes élections de 1898, pour le parti catholique, où sont élus 4 clercs. « Ce n'est pas la constitution de brillants états-majors qui nous garantira contre les défaites futures, mais la cohésion parfaite des chefs avec les masses. En 1898, nous avons repris contact avec la terre, c'est à dire avec notre peuple alsacien, car nous n'avions pas voulu lui imposer une direction autre que celle de ses justes rancunes, de ses griefs, de son impatience des charges écrasantes... Notre langage était un langage qu'il comprenait » (Delsor, p. 83). Cette formulation est celle qu'utilise le chanoine Didio dans son « *Die Rolle der Geistlichen im öffentlichen Leben* » du Mémorial Haegy, *Im Dienst der Kirche und des Volkes*, de 1935 que reprend Christian Baechler. Didio insiste sur le contrat passé alors entre le clergé catholique et le peuple alsacien. « C'est lors des élections protestataires de 1874 que débuta le rôle politique du clergé catholique en Alsace. ... Pourquoi? Parce que le clergé avait accepté le mandat politique que lui confiait le peuple. Celui-ci a reconnu la fidélité du clergé au mandat politique... Dans cette période ils avaient été les chefs du peuple catholique sur le plan politique. Mais Didio insiste plus que ne le fait Baechler sur le caractère unique de cette rencontre du clergé catholique et du « peuple alsacien » : les élections de 1874, où le clergé proclama l'attachement à la France et exprima la protestation du peuple alsacien (en français dans les textes). Patriotes certes, mais aussi interprètes d'un peuple et exprimant ses sentiments profonds. Conjonction unique dont tout découle. Car après tout, depuis 1848 et le suffrage universel, le clergé était déjà entré dans l'arène électorale. Un curé au moins parmi les élus, avait-il projeté en 1848. Il n'en avait eu aucun. Dans tous les cantons il n'avait été qu'une force d'appoint. Aux élections de février 1871, M^{gr} Freppel avait figuré sur la liste catholique du Bas-Rhin, mais n'avait pas été élu. Il s'agissait, il est vrai, dans les deux cas, de scrutin départemental de liste. En 1874, le scrutin était d'arrondissement et les circonscriptions mixtes religieusement avaient été évitées. Les premiers clercs hommes politiques, Winterer, Guerber, Simonis avaient commencé leur carrière à ce moment-là et se souvenaient de ces événements, tout comme M^{gr} Raess. Et Delsor est proche d'Ignace Simonis. « Mais à partir de là, poursuit Didio, ils entreprirent de développer le programme politique du peuple catholique ». S'ouvre alors la seconde étape de l'engagement du clergé alsacien, sur le modèle de celui du *Volksverein* allemand, dans l'action politique et sociale. L'étude sur « la question sociale et la réception de l'encyclique *Rerum novarum* » – titre réducteur car l'étude embrasse tout le développement de l'organisation sociale catholique (et en particulier le rôle du curé Cetty) – ainsi que l'étude biographique sur le rôle de l'abbé Haegy – justement réévalué – l'approfondit. Haegy avait précisé dès 1905 : « il faut donner les postes de responsabilité aux laïcs sous peine de voir le clergé devenir étranger au peuple » (Haegy, 1905, p. 174). C'était là mettre en garde contre la « cléricatisation » du parti catholique. Reste

à s'entendre sur le mot « cléricatisation ». En ce sens, nous ne croyons nullement que l'adhésion du PRP au MRP en juillet 1945 met « un point final à la décléricatisation du parti », comme l'affirme, un peu vite, sans doute, Christian Baechler dans sa conclusion (p. 232). À la fin de sa carrière (1925), Wetterlé écrit à Delsor : « Nous avons commis une grosse faute, en jetant le clergé dans la politique. Le prêtre est là pour sauver les âmes... Il ne doit pas rêver de dominer la société civile » (Wetterlé, p. 155). Il avait bien changé d'avis depuis son entrée en politique. Mais c'est que la situation a changé : « Nous vivons dans une démocratie où nous n'avons pas, pour l'heure, la majorité. [Il fallait bénéficier] des sympathies que les Français les plus sectaires avaient pour nous. Pour cela, il fallait ne pas laisser suspecter notre patriotisme » (Wetterlé, p. 155). Le regrette-il, Wetterlé, ce prêtre à rabat (que seul le clergé alsacien-lorrain continue de porter à ce moment-là), entre des notables laïcs (Weydmann ?), des officiers français, un jeune scout (?) et des dames de la Ligue des Femmes françaises (?) de la photographie de la manifestation place Kléber de Strasbourg, qui fait la couverture de l'ouvrage, mais qu'on n'a pas légendée ?

La biographie du chanoine Muller, professeur à la Faculté de Théologie catholique, un grand défenseur du patrimoine alsacien, sénateur et président de l'UPR d'Alsace, un modéré qui se situe entre l'UPR et l'APNA, apporte d'utiles éclairages, en particulier sur la première après-guerre. Mais ce ne fut pourtant pas le seul parlementaire alsacien à ne pas avoir été relevé de son incapacité politique pour avoir voté les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain, mais le seul parlementaire bas-rhinois. Dans le Haut-Rhin, ni Burrus, ni Gullung, ni Jourdain ne furent relevés. Muller a été maintenu le 4 octobre 1945 dans l'inéligibilité, parce que le jury d'honneur avait jugé qu'il n'avait pu être établi qu'il avait participé à la lutte contre l'occupant ou l'usurpateur. Le Comité départemental bas-rhinois de la Libération, qui n'avait pas été consulté sur les arrêtés de relèvement pris par Haelling en décembre 1944 et janvier 1945 pour tous les autres, avait refusé de se prononcer en juillet 1945. Le préfet Cornut-Gentille, dans une demande de révision du 31 juillet 1946, relève : « Il apparaît que le Chanoine Muller n'a pas été relevé du fait qu'il était le seul de ces parlementaires à ne pas détenir, après la Libération, de mandat électif ». (AN Jury d'honneur ; AL/5292).

Le travail que nous livre Christian Baechler offre plus d'intérêt que celui d'un *keepsake* nostalgique. En outre, les citations abondantes dont il nourrit son texte et qui soutiennent sa démonstration sont toujours fort éclairantes. Ces études restent d'actualité.

François Igersheim